

PROCÈS-VERBAL CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présences/Absences		Participaient aussi	
Conseillères / conseillers	Titre	Haute direction et invité.es	Titre
Patrick Gatien	Président	Michel St-Amant	Directeur général
Annette Azar-Diehl	Vice-présidente	Simon Couture	Secrétaire-trésorier
Marie-Pierre Lavoie	Conseillère	Fariba Daragahi	Directrice générale adjointe
Annie Bédard	Conseillère	Caroline Picard	Directrice générale adjointe
Marie-Christine Claveau	Conseillère	Alain Paquin	Directeur général adjoint
Robert Filion	Conseiller	Xavier Moquet	Directeur des APCF
Roger Lagassé	Conseiller	Chafic El-Rassi	Directeur de l'immobilisation
		Éric Leclerc	Directeur ÉÉF
		Chloé Doyon	Représentante Réseau Jeunesse
		Benjamin Belland	Représentant Réseau Jeunesse
		Coralie Mpoyo	Adjointe administrative du CA

1. Ouverture de la réunion

1.1 Reconnaissance autochtone

Le président souhaite la bienvenue au public. Présentation de tous les participants et lecture de la déclaration de reconnaissance territoriale à l'égard de toutes les nations autochtones pour leur accueil sur tous leurs territoires traditionnels.

1.2 Ouverture de la réunion

La rencontre débute à 8 h 33.

Résolution P - 2237-11-2021

« Que le conseil d'administration approuve l'ouverture de la réunion publique de ce 27 novembre 2021. »

Proposée par : Annie Bédard

Appuyée par : Marie-Pierre Lavoie

Adoptée à l'unanimité

2. Lecture de la vision et de la mission du CSF

Une conseillère procède à la lecture de la vision et de la mission du CSF.

3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

3.1 lecture et adoption de l'ordre du jour

Résolution P - 2238-11-2021

« Que le Conseil d'administration adopte l'ordre du jour de la réunion publique de ce 27 novembre 2021 tel que présenté. »

Proposée par : Roger Lagassé

Appuyée par : Robert Filion

Adoptée à l'unanimité

4. Résolution en bloc

4.1 Résolution en bloc

Le président informe avoir reçu plusieurs correspondances depuis la dernière rencontre et demande un peu plus de temps pour leur traitement.

Résolution P - 2239-11-2021

« Que le conseil d'administration reçoive en dépôt la correspondance et adopte le procès-verbal tels que présentés dans la réunion publique de ce 27 novembre 2021. »

Proposée par : Annette Azar-Diehl

Appuyée par : Roger Lagassé

Adoptée à l'unanimité

4.2 Procès-verbal P-425

Procès-verbal de la réunion publique du 16 octobre 2021.

4.3 Correspondances

5. Suivis du CA

A) Suivi réunions à huis clos

5.1 Rapport historique et évolutif du budget des RP

Présentation de l'évolution du budget historique du service des relations publiques aujourd'hui appelé *Affaires publiques et culture francophone (APCF)*.

Explication de la répartition du budget des APCF équivalant à 11 ETP dont 4,6 se trouvent dans les écoles à titre d'ambassadeurs et d'un autre budget repartit dans des activités des écoles.

5.2 COVID-19 – Mandat vaccination employés

Sur base des discussions qui se sont déroulées dans la rencontre huis clos de la veille, à travers un document explicatif sur ESB, le président informe la décision du conseil d'administration de « *s'abstenir de se prononcer pour ou contre la vaccination obligatoire de ses employés(es)* ».

B) Suivi réunions publiques

5.3 Trousses de tremblement de terre

Arrivée de la gestionnaire santé et sécurité du CSF, Maya Chakarova à 8 h 55.

Présentation d'un document comprenant les réponses inspirées du guide du ministère se trouve sur ESB en réponse aux questions posées par une conseillère lors de la rencontre du 16 octobre 2021.

5.4 Rapport 1701 – Mise à jour

Le secrétaire-trésorier explique la différence de financement entre les élèves fréquentant l'école en présentiel et ceux fréquentant l'école virtuelle. Il confirme un total de 6 447 élèves qui seront financés par le ministère de l'Éducation.

La collecte de données concernant le nombre et les raisons des départs est en cours. Présentation d'un rapport au CA public de décembre (*Suivi : MSA*)

Il est demandé de placer le rapport final des effectifs du 1701 sur ESB (*Suivi : CM*)

5.5 Diplôme de 12^e année – Processus de signature et attestation

En suivi au point 6.4 de la rencontre publique du 16 octobre 2021, le directeur général informe la raison pour laquelle la signature de l'ancien directeur général apparaissait encore sur certains diplômes et confirme que la correction a été faite auprès du ministère de l'Éducation.

6. Administration

6.1 Bilan annuel 2020-2021

Présentation du bilan annuel 2020-2021 rédigé sur base de l'ancien plan stratégique.

Modification à la page 13 du PDF cadrant avec le narratif du but de l'élargissement de l'éducation francophone (ÉÉF) dont le but est d'offrir l'accès à l'éducation francophone partout en province et non pas de bonifier l'offre scolaire. Il est clarifié que le but de l'ÉÉF est « d'augmenter l'accès à l'éducation et à la graduation francophone partout en province, et que comme première étape, le CSF avait choisi de cibler les huit écoles hétérogènes ».

(Suivi : ÉL)

Résolution P – 2240-11-2021

« Que le conseil d'administration approuve le bilan annuel 2020-2021 du CSF. »

Proposée par : Roger Lagassé

Appuyée par : Annette Azar-Diehl

Adoptée à l'unanimité

6.2 Mise à jour COVID-19

Présentation du rapport faisant état de trois nouvelles situations dont une qui est survenue après la publication du rapport disponible sur ESB.

A) **Projet services de garde**

6.3 Projet service de garde – Mise à jour

Le ministère de l'Éducation a annoncé officiellement le lancement du projet pilote *Maternelle à journées intégrées* « *Seamless Kindergarten* » qui se tient dans 25 conseils scolaires.

Pour le CSF, c'est l'école Anse-au-sable à Kelowna qui héberge ce projet.

Le but majeur de ce projet est le développement des compétences essentielles pour une meilleure intégration des élèves dans les écoles. L'un de ses avantages socio-émotionnel est que les élèves de la maternelle reçoivent des services de garde dans leurs salles de classe et avec les mêmes éducatrices entre 7 h 30 et 18 h 30.

Soumission régulière des rétroactions au ministère de l'Éducation. Un rapport d'évaluation à partager avec le CA dans un futur CA. (Suivi : FD)

B) **Services pédagogiques**

6.4 Rapport : Cadre pour enrichir l'apprentissage des élèves

Nouveau rapport ministériel en matière d'amélioration continue de l'éducation pour favoriser la réussite académique, socio-émotionnelle et culturelle de tous les élèves dans un environnement équitable.

Les résultats de ce rapport ont entre autres ressorti l'anxiété en temps de pandémie. Ils ont de ce fait permis au CSF de mettre en place un plan d'action en réponse aux besoins des élèves dont entre autres la révision des critères en *counselling*, le projet Lien, la santé mentale, etc.

Rapport des actions et programmes mis en place dans le cadre du support socio-émotionnel et explication de son application dans l'ensemble de la province. (Suivi : CP)

C) **Service des ressources humaines**

6.5 Sans objet

D) **Service affaires publiques et culture francophone**

6.6 École Jack-Cook – Demande d'approbation recherche autre nom

Résolution P - 2241-11-2021

« Que le conseil d'administration approuve que le processus pour renommer l'école Jack-Cook soit entamé. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau
Appuyée par : Marie-Pierre Lavoie
Adoptée à l'unanimité

E) Service de la technologie
6.7 Sans objet

F) Service des finances
6.8 Rapport financier au 31 octobre 2021

Présentation du rapport mensuel faisant état des résultats au 31 octobre, mettant en évidence les revenus et dépenses et une anticipation d'un déficit d'un peu plus d'1 416 000\$ pour 2021-2022.
L'objectif est d'être capable de travailler sur le budget amendé dès janvier et balancer le budget pour ainsi bâtir une réserve.

Soulevant la question du sous-financement du transport au CSF, une conseillère suggère au secrétaire-trésorier d'approcher *BC Transit* pour négocier une forme de partenariat. (*Suivi SC*)

Discussions autour de la répartition des fonds et le système d'équité mis en place pour se rassurer que les écoles aient des expériences éducatives positives selon leurs besoins.

Il est également noté que la moitié du montant alloué au service des affaires publiques et culture francophone est destiné aux activités dans les écoles.

G) Service des opérations
6.9 Sans objet

H) Service de l'immobilisation
6.10 Service de l'immobilisation – Mise à jour

Mise à jour publique du service d'immobilisation dont l'information détaillée se trouve sur ESB et sur le site Web accompagnée d'un rapport mensuel du service des opérations.

L'école Beausoleil quittera l'école Victor-Brodeur et débutera les cours dans son école lundi. En attente d'un permis de construction pour les travaux du gymnase.

Prévision de l'installation d'un comité de construction pour Lansdowne dans à peu près une année. Il est toutefois noté que cela dépendra du Ministère.

6.11 Arrêté CSF 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021 - 1e lecture

Résolution P – 2242-11-2021

« Que le conseil d'administration propose la première lecture de l'arrêté Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021 tel que présenté. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Annette Azar-Diehl

Adoptée à l'unanimité

Une conseillère procède à la première lecture de l'arrêté.

6.12 Arrêté CSF 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021 - 2e lecture

Résolution P – 2243-11-2021

« Que le conseil d'administration propose la deuxième lecture de l'arrêté Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique CSF 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021 tel que présenté. »

Proposée par : Marie-Pierre Lavoie
Appuyée par : Roger Lagassé
Adoptée à l'unanimité

Une conseillère procède à la deuxième lecture de l'arrêté.

6.13 Arrêté CSF 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021 - Recommandation de procéder à la 3e lecture

Résolution P – 2244-11-2021

« Que le conseil d'administration recommande de procéder, en cette même réunion, à la troisième lecture et à l'adoption de l'arrêté Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021 tel que présenté. »

Proposée par : Marie-Pierre Lavoie
Appuyée par : Annie Bédard
Adoptée à l'unanimité

6.14 Arrêté CSF 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021- 3e lecture

Résolution P – 2245-11-2021

« Que le conseil d'administration propose la troisième lecture de l'arrêté Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique 7231 Frances Street Burnaby Site Acquisition Bylaw, 2021 tel que présenté. »

Proposée par : Marie-Pierre Lavoie
Appuyée par : Annette Azar-Diehl
Adoptée à l'unanimité

Un conseiller procède à la troisième lecture de l'arrêté.

1) Élargissement de l'éducation francophone

6.20 ÉEF : Tableau des effectifs au secondaire

Présentation du tableau ressortant une croissance des effectifs de 10%.

Remarquant l'instabilité dans la croissance de certaines écoles par rapport à d'autres, une conseillère aimerait recevoir une analyse des résultats pour en déchiffrer les raisons. *(Suivi : ÉL)*

Le directeur ÉEF informe que l'école virtuelle a connu beaucoup de difficultés à cause de la pandémie. Il est toutefois noté que le CSF fait partie des trois conseils scolaires qui l'offriront, et cela aidera énormément dans le cadre de l'élargissement de l'éducation francophone. En réponse aux plans du CSF pour son développement, il promet des recommandations lors de la présentation du rapport final ÉEF de décembre.

Les représentants du Réseau Jeunesse expliquent leurs expériences constituées de beaucoup d'avantages et appuis dans les écoles hétérogènes qu'ils fréquentent.

Le directeur général souligne que la demande d'offre des cours est grande et croissante, mais souligne toutefois quelques défis majeurs avec certains conseils scolaires anglophones.

7. Pause

La pause s'est déroulée de 10 h 54 à 11 h 10.

8. Gouvernance

A) Groupe de travail et comités

8.1 comité-conseil des politiques

Rappel que la consultation de la P-403 et la P-402 se terminera le 28 novembre 2021.

8.2 CCP : P-101 / mission, vision et langue du CSF

Demande de vote présentée sur base de la résolution P – 2223-10-2021 du CA public du 16 octobre.

Résolution P – 2246-11-2021

« Que le conseil d'administration adopte la politique P-101; Mission, vision et langue du CSF, telle que présentée. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Marie-Pierre Lavoie

Adoptée à l'unanimité

8.3 CCP : P-1005 / Signataires autorisés

Sur demande du secrétaire-trésorier, changement de vocabulaire remplaçant « *secrétariat-trésorerie adjointe* » avec « *direction financière* ».

Résolution P – 2247-11-2021

« Que le conseil d'administration adopte la politique P-1005 ; Signataires autorisés telle que présentée. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Marie-Pierre Lavoie

Adoptée à l'unanimité

8.4 CCP : P-304 / Élaboration, adoption et suivi des politiques du CSF

Demande de vote relatif aux changements suivants :

- Oubli de noter la date dans le haut de la politique
- Activation des liens à inclure dans le glossaire.

Le CCP en profite pour présenter également la directive administrative qui a connu quelques mises à jour à titre d'information seulement.

Résolution P – 2248-11-2021

« Que le conseil d'administration adopte la politique P-304 ; Élaboration, adoption et suivi des politiques du CSF, telle que présentée. »

Proposée par : Marie-Christine Claveau

Appuyée par : Marie-Pierre Lavoie

Adoptée à l'unanimité

8.5 Comité consultatif pour le rehaussement de l'éducation autochtone

Tenue d'une rencontre dans laquelle des questions de structures ainsi que la transition en cours entre l'ancienne et la nouvelle direction de l'éducation autochtone ont été discutées.

Un conseiller encourage les écoles du CSF à se joindre à la célébration annuelle de Louis Riel chaque 16 novembre.

***Les conseillers s'entendent de sauter au point 8.7 Groupe de travail des finances.

8.6 Comité-conseil du plan stratégique

Arrivée d'Andrée Newel de la firme Clé de 11 h à 11 h 46.

Présentation du cadre d'évaluation du plan stratégique. En plus de ce dernier, il est demandé d'établir un outil visuel pour un meilleur partage dans les écoles (*Suivi : XM*)

L'identification d'une personne responsable est en cours. Le directeur des APCF affirme avoir misé sur une approche collaborative dans l'élaboration de ce document.

8.7 Groupe de travail des finances

Rappel de la possibilité de faire un don en ligne au CSF ou aux écoles à travers le site web du CSF. Octroi de reçus d'impôts pour chaque don. L'onglet *Faites un don* se trouve sous l'onglet *Contact* du site Web.

***Les conseillers s'entendent de retourner au point 8.6 *Comité-conseil du plan stratégique*.

8.8 Comité conseil des finances - Demande d'adoption

Le groupe de travail (GT) des finances a été adopté en 2005. Le travail étant permanent, le GT recommande d'en faire un comité-conseil. Si adopté, ceci ajouterait ce comité à la politique P-309.

Changements demandés :

- Point 7 : mettre en place au travers de « l'équipe administrative » des comités ad-hoc selon les nécessités et le mandat du CA.
- Suggestion de changer Rencontre mensuelle à au moins 4 fois par année et plus au besoin.
- Point 3 : enlever « lorsque jugé nécessaire ».

Résolution P – 2249-11-2021

« *Que le conseil d'administration approuve la création du comité conseil des finances tel que modifié.* »

Proposée par : Annette Azar-Diehl

Appuyée par : Robert Filion

Adoptée à majorité

En faveur : 6 / Contre : 1 / Abstention : 0

8.9 Groupe de travail antiracisme

Rencontre le 22 novembre dans laquelle s'est tenue des discussions autour des règles de fonctionnement du GT, des valeurs du comité (inclusion, courage et humilité), du calendrier, du rapport de la firme externe au sujet de l'antiracisme et l'inclusion au CSF, de l'élaboration d'une politique antiracisme pour le CSF ainsi que de la chronologie du processus.

Les mises à jour se feront à la fin de l'année prochaine. *(Suivi : MPL/PG)*

La prochaine rencontre se tiendra le 10 janvier 2022 et le GT recommandera au CA de janvier l'ajout de l'une des directions générales adjointes au GT. *(Suivi ajout point de résolution : MPL/PG)*

Problème de connexion du président entre 11 h 55 à 11 h 57. La vice-présidente a pris la relève.

8.10 Groupe de travail élections scolaires

Rencontre jeudi dernier dans laquelle s'est tenue des discussions autour des résolutions adoptées et mises sur le bureau et dont les mises à jour sont les suivantes :

- Résolution mise sur le bureau de passer de 7 à 9 conseillers: une mise à jour à venir au CA P de décembre;
- Redéfinition des zones électorales : vérification du meilleur processus avec le gouvernement;
- Adresses courriel membres existants et à venir : travail en cours avec le service de la technologie et le bureau du secrétaire-trésorier;
- Listes électorales : mise à jour des membres en cours;
- Ajout d'un scrutateur : en attente des réponses du gouvernement;
- Droit des élections : suivi en cours;
- Ajout d'un conseiller autochtone : résolution déposée sur le bureau. La recommandation était de ne pas poursuivre cette demande.

8.11 SOGI

Rencontre jeudi dernier dans laquelle s'est tenue des discussions autour de la disponibilité de l'information au sujet des toilettes genrées, la spécification des endroits où sont placés les produits hygiéniques, la formation d'un sous-comité pour respecter l'échéancier et les étapes dans le cadre de la révision de la politique du code de conduite du CSF P-501, le choix des pronoms et leur adaptation dans les formulaires électroniques et papier du CSF ainsi que l'intérêt d'adapter l'approche de mode de vie de l'école des Sentiers-alpins.

Il est noté qu'il y a plus de leaders SOGI que d'écoles. Cependant il en manque pour l'école virtuelle.

B) Regroupements

8.12 BCSTA

Certains conseillers participeront au *BCSTA Trustee Academy* qui se tiendra au début du mois de décembre et une mise à jour suivra au CA de décembre.

8.13 ACELF

Le congrès a été animé par Simon Boulerice. Les ateliers et webinaires sont encore disponibles en ligne pour consultation.

8.14 FNCSF

Participation à la rencontre du conseil exécutif. Celle du conseil d'administration se tiendra le 9 décembre. Des discussions au sujet de la modernisation de la loi sur les langues officielles se tiendront.

Le mois d'avril 2022 marquera les 40 ans de la Charte canadienne des droits et libertés. Suggestion de penser à planifier une célébration pour souligner cet anniversaire. *(Suivi : XM)*

8.15 BCPSEA

Aucun rapport au CA public.

8.16 FFCB et FPFCB

FFCB : Livrée en format hybride. La présidence est assumée par Lilly Crist en remplacement de Padminee Chundunsing qui a terminé son mandat.

FPFCB : tenue de l'AGA en format hybride. Livraison des ateliers sur l'appartenance francophone et la sécurité linguistique.

C) Divers

8.17 Sans objet

9. Divers

9.1 Sans objet

10. Questions du public

10.1 Questions du public

Par audioconférence :

Stéphane Bélanger (SEPF):

Point 4.3 Correspondance – pourquoi avoir envoyé une lettre bilingue au lieu de seulement en français? Aussi, vous avez dit avoir reçu plusieurs correspondances mais pourtant vous n'en avez affiché qu'une seule. Vous avez dit que vous n'afficherez plus de correspondances pourtant il y en a une.

Point 6.4 Les tests EHB ne sont pas une source fiable de données. Parlez aussi du stress des enseignants.

- Point 6.6 École Jack-Cook : est-ce que les enseignants ont également été consultés? Qui a été consulté?
Point 6.8 Remarque une augmentation des cadres (gros salaires) au bureau central alors qu'il y a 33 postes d'enseignants et 23 emplois postes de soutien non comblés.
Point 6.10 École de Burnaby : ouvrira-t-on une école en septembre?
Point 6.15 Une très grande baisse à l'école virtuelle (ÉV). Elle ne devrait pas remplacer l'école en salle de classe
CCP : Tous les signataires ont leur tâche dans une politique précise. Le rôle de la direction des finances sera-t-il ajouté dans la politique plus tard?
- Vu le nombre des questions, le président les prend en note et y répondra après.

Francine Brisson (SCFP) :

Point 6.3 Le projet *Seamless Daycare* émane d'une collaboration entre notre syndicat, le conseil des présidents de la maternelle à la 12^e année et le ministère.

CCP : pourquoi la création de la politique de la prévention de la violence au travail apparait maintenant à la 14^e place alors qu'on nous avait promis de la présenter en décembre?

- La conseillère Claveau rassure que la politique en question fait toujours partie des priorités.
- Le directeur général assure qu'en termes d'actions, le service des ressources humaines a mis en place un groupe de travail avec santé et sécurité pour s'enquérir de la situation et adresser les grands besoins. Malgré que la COVID-19 a accentué l'intolérance, il rassure que le travail auprès des écoles se fait dans le respect de toutes et tous et que c'est un point que l'administration continuera à adresser.

Camille Verner (Radio-Canada) :

Point 5.2 Comment êtes-vous arrivés à prendre cette décision et vous attendez-vous à des réactions des parents?

- Le président répond que les discussions se sont déroulées en rencontre huis clos. Vu le nombre des correspondances reçues à ce sujet, il s'attend à des réactions.
- Le directeur général rassure que la position reste de poursuivre le bon travail en se basant sur les recommandations des bureaux de santé de la Colombie-Britannique.

Point 6.20 Vu la croissance des effectifs, êtes-vous prêt à faire face à la demande supplémentaire?

- Le directeur général rappelle que le CSF est en croissance depuis sa création. « Nous poursuivons l'offre des services », dit-il. « Le nouvel élément est l'ajout de l'offre des cours et des niveaux grâce à l'ÉÉF. Les résultats du recensement de l'été prochain nous indiqueront également les régions non décernées.

Carolina Radovan – APÉ André-Piolat :

Inquiète que leur conseiller ne comprend pas la terminologie ainsi que la politique liée à la COVID-19.

Pouvons-nous avoir une mise à jour réelle au sujet de l'expansion de terrain pour l'école André-Piolat? On craint de perdre des élèves et les parents perdent espoir

- Possibilité de locaux venant du ministère de l'Éducation. Aucune mise à jour publique pour l'instant mais avancée des discussions confidentielles.

Facebook

Pourquoi le budget des aides pédagogiques spécialisés diminue chaque année malgré les besoins?

- Le directeur général rassure que le budget n'a pas diminué, mais qu'on a un défi de recrutement des personnes formées. Il se félicite de la belle entente avec Educacentre pour y arriver.

Trousses de tremblement de terre : envoyer le résumé des réponses à toutes les écoles.

Point 6.3 sur la page Plan immobilier du site web, il y a un document de mise à jour opérations. Financement de projets de garderie par le ministère de l'Enfance et les autres par le CSF. Le financement par le CSF est-ce parce qu'ils étaient le site de l'ancien programme de 4 ans?

- La directrice générale adjointe FD : Nous avons 4 programmes de 4 ans financés antérieurement par le CSF et pendant la transition de ces programmes vers la FPFBCB, ils sont toujours financés par le CSF.

Smithers : Sécuriser le terrain aux limites de la ville pour recevoir ses services.

Vimeo :

Les services de garde, est-ce la même chose que la prématernelle et de qui dépendent-ils?

- La directrice générale adjointe FD : services de garde = services avant et après l'école. Préscolaire = 3 à 5 ans. Poupons = services à l'enfance. Ça relève du CSF et quelques entités tierces telles que la FPFCB ou les APÉ. Le CSF accorde des locaux et les fournisseurs (APÉ) et la FPFCB accordent des services. Ce ne sont pas nos membres du personnel du CSF qui y travaillent. Toutefois, c'est un travail de collaboration.

Pourquoi le déficit en plein début d'année financière? Quelles en sont les dépenses?

- Le secrétaire-trésorier informe que le budget préliminaire incluait un déficit d'1 416 000\$. Tout a été présenté au mois de juin dernier. On a eu des défis financiers l'année dernière. On espère arriver à un budget équilibré l'année prochaine. Le problème est majoritairement dû au nombre des effectifs qui est moindre que prévu.

Manque de budget dans certaines écoles concernant les projets éducatifs et plan d'amélioration

- La directrice générale adjointe CP : approche beaucoup plus équitable. Selon le budget dans les écoles, on accorde certains fonds. Il n'y a pas beaucoup de demandes pour l'instant. Un montant de 150 000\$ a été alloué pour faciliter ces demandes.

Pourquoi pas d'écoles à Squamish?

- Le directeur des immobilisations répond avoir un terrain sur lequel on travaille. Les discussions sont encore confidentielles vu qu'il y a beaucoup de parties prenantes. On est dans la partie achat de terrain.

11. Clôture de la réunion

11.1 Clôture de la réunion

Le directeur général réitère son soutien aux 11 employés(es) du CSF touchés par les inondations.

Le président du CA remercie tous les participants et en appelle à la clôture de la réunion à 12 h 50.

Résolution P - 2250-11-2021

« Que le conseil d'administration approuve la clôture de la réunion publique de ce 27 novembre 2021. »

Proposée par : Annie Bédard

Appuyée par : Marie-Christine Claveau

Adoptée à l'unanimité

ADOPTÉ LE

18 DEC. 2021



Président



Secrétaire-trésorier

18 DEC. 2021

Date